



Union fédérale de la Santé Privée

Communiqué de presse

075/2024

Montreuil, le 25 novembre 2024

Une journée supplémentaire sans rémunération c'est non !

La majorité sénatoriale a adopté mercredi 21 Novembre 2024, le principe d'une « *contribution de solidarité* » de 7 heures de travail sans rémunération par an. Il estime que cette mesure serait de nature à faire rentrer 2,5 milliards d'euros par an dans les caisses de la Sécurité sociale pour financer le secteur de l'autonomie. Cette proposition d'amendement dans le PLFSS devrait suivre le véhicule parlementaire et reviendra à l'assemblée nationale pour le débat et le vote, et il est fortement probable que celui-ci soit adopté comme trop souvent par un 49- 3.

Pour l'Union Fédérale de la Santé privée, ce serait une seconde journée de travail gratuite alors que le pouvoir d'achat est en berne et que les salaires n'évoluent pas ou peu au regard de l'inflation démesurée subit par les salarié.e.s depuis 4 ans (+14 % environ).

Concrètement, cette mesure législative si elle est adoptée se traduira par la suppression d'une journée de RTT ou l'obligation de travailler quelques minutes en plus chaque jours alors que les salarié.e.s de la santé sont déjà surmenés au quotidien par des conditions de travail dégradées.

Il est pourtant possible de financer la Sécurité sociale autrement, notamment l'autonomie, en revenant sur les exonérations de cotisations sociales qui sont à hauteur de 80 milliards par an dont 20 milliards depuis l'arrivée du Président Emmanuel Macron. La partie "recettes" de la loi de finances (PLF) pour 2025 amendé par de nombreux députés allait dans ce sens mais a été rejeté avant d'être présenté au sénat mardi 12 novembre 2024 par les élu.e.s de la coalition gouvernementale et le Rassemblement national par 362 voix contre 192.

L'Union Fédérale de la Santé Privée CGT dénonce un nouveau coup bas porté au monde du travail, privé comme public et elle s'oppose fermement à cette mesure qui une fois de plus s'attaque aux travailleurs les plus précaires.

La première journée de solidarité mise en place en 2004, n'a en aucun cas amélioré la prise en charge de nos aînés, c'est pourquoi nous invitons l'ensemble des salariés de notre union Fédérale à se mobiliser pour s'opposer à ce projet de loi et à porter des exigences revendicatives de progrès lors des prochaines journées unitaires de mobilisation des 5 et du 12 décembre 2024.